

Les souscriptions seront reçues à la Banque Nationale de Belgique, à Bruxelles et en province, chez les banques, banques d'épargne et sociétés de bourse établies en Belgique, ainsi que chez les établissements financiers du secteur public établis en Belgique qui sont autorisés à participer au placement de l'emprunt.

Art. 5. Le prix d'émission sera fixé par Notre Ministre des Finances au plus tard le 22 janvier 1993. Il est payable intégralement en espèces.

Art. 6. Des obligations au porteur munies de sept coupons d'intérêts annuels pour les échéances du 1^{er} février des années 1994 à 2000 — l'intérêt de la dernière année étant payable sur présentation de l'obligation — seront délivrées aux souscripteurs au plus tard le 5 avril 1993.

Ces obligations sont revêtues de la griffe du Ministre des Finances, ainsi que de celles de l'administrateur général de la trésorerie et de l'inspecteur général chargé du service de la dette publique. Elles sont munies du timbre du Ministère des Finances et revêtues du visa de la Cour des comptes. Les coupons portent l'empreinte du timbre spécial de contrôle de la dette au porteur.

Art. 7. Le paiement des coupons et le remboursement des obligations sont effectués aux guichets du Caissier de l'Etat à la Banque Nationale de Belgique à Bruxelles et en province.

Art. 8. Selon la catégorie à laquelle ils appartiennent, une commission à fixer par le Ministre des Finances peut être allouée aux banques, banques d'épargne et sociétés de bourse visées à l'article 4 ainsi qu'aux établissements financiers du secteur public.

De cette commission 0,70 p.c. au maximum peut être alloué aux investisseurs institutionnels.

Il est en outre attribué aux intermédiaires financiers, pour le service de l'emprunt, une commission de guichet de 0,6 p.c. sur le montant des coupons payés à leur intervention ainsi qu'une commission de 0,3 p.c. sur le remboursement du capital qu'ils effectuent pour compte de l'emprunteur.

Art. 9. Le Ministre des Finances détermine les modalités de la coordination des souscriptions, du placement et du paiement de l'emprunt et liquide les frais afférents à cette coordination.

Art. 10. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 11. Notre Ministre des Finances est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 20 janvier 1993.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre des Finances,
Ph. MAYSTADT

MINISTÈRE DE LA PRÉVOYANCE SOCIALE

F. 93 — 105

[S-C — 22456]

7 DECEMBRE 1992. — Arrêté royal réglant l'utilisation des informations du Registre national des personnes physiques, dans le cadre de la législation relative aux allocations aux handicapés

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 27 février 1987 relative aux allocations aux handicapés, modifiée par l'arrêté royal n° 536 du 31 mars 1987, la loi-programme du 22 décembre 1989 et la loi du 20 juillet 1991;

Vu la loi du 4 avril 1991 réglant l'utilisation des informations du Registre national des personnes physiques par des services ministériels et par les institutions de sécurité sociale relevant du Ministère de la Prévoyance sociale, notamment l'article 17;

De inschrijvingen worden aanvaard bij de Nationale Bank van België te Brussel en buiten de hoofdstad, bij de in België gevestigde banken, spaarbanken en beursvennootschappen, alsmede bij de in België gevestigde financiële instellingen van de openbare sector die gemachtigd zijn om aan de plaatsing van de lening deel te nemen.

Art. 5. De uitgifteprijs zal door Onze Minister van Financiën ten laatste op 22 januari 1993 vastgesteld worden. Hij is volledig in specien te betalen.

Art. 6. Toonderobligaties voorzien van zeven jaarlijkse rentecoupons voor de vervaldagen van 1 februari van de jaren 1994 tot 2000 — de rente voor het laatste jaar betaalbaar zijnde tegen aanbieding van de obligatie — zullen ten laatste op 5 april 1993 aan de inschrijvers worden afgeleverd.

Deze obligaties dragen de naamstempel van de Minister van Financiën, alsmede die van de administrateur-generaal van de thesaurie en van de inspecteur-generaal belast met de dienst van de staatsschuld. Zij worden voorzien van het zegel van het Ministerie van Financiën en van het visum van het Rekenhof. De coupons dragen de afdruk van de speciale controlestempel van de schuld aan toonder.

Art. 7. De betaling van de coupons en de terugbetaling van de obligaties geschieden aan de loketten van de Rijkskassier, bij de Nationale Bank van België, te Brussel en buiten de hoofdstad.

Art. 8. Aan de in artikel 4 bedoelde banken, spaarbanken en beursvennootschappen, alsmede aan de financiële instellingen van de openbare sector kan naargelang de categorie waartoe zij behoren, een commissieloon toegekend worden dat door de Minister van Financiën wordt vastgesteld.

Van dat commissieloon kan ten hoogste 0,70 pct. aan de institutionele beleggers worden afgestaan.

Bovendien wordt er, voor de loketdienst van deze lening, aan de financiële tussenpersonen een commissieloon verleend van 0,6 pct. op het bedrag der coupons betaald door hun tussenkomst evenals een commissieloon van 0,3 pct. op de terugbetaling van het kapitaal die ze verwezenlijken voor rekening van de ontleners.

Art. 9. De Minister van Financiën bepaalt de modaliteiten van de coördinatie van de inschrijvingen, de plaatsing en de betaling van de lening en vereffent de aan deze coördinatie verbonden kosten.

Art. 10. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 11. Onze Minister van Financiën is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 20 januari 1993.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Financiën,
Ph. MAYSTADT

MINISTERIE VAN SOCIALE VOORZORG

N. 93 — 105

[C — 22456]

7 DECEMBER 1992. — Koninklijk besluit tot regeling van het gebruik van de informatiegegevens van het Rijksregister van de natuurlijke personen in het kader van de wetgeving betreffende de tegemoetkomingen aan gehandicapten

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 27 februari 1987 betreffende de tegemoetkomingen aan gehandicapten, gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 536 van 31 maart 1987, de programmawet van 22 december 1989 en de wet van 20 juli 1991;

Gelet op de wet van 4 april 1991 tot regeling van het gebruik van de informatiegegevens van het Rijksregister van de natuurlijke personen door ministeriële diensten en door de instellingen van sociale zekerheid die onder het Ministerie van Sociale Voorzorg ressorteren, inzonderheid op artikel 17;

Vu l'arrêté royal du 6 juillet 1987 relatif à l'allocation de remplacement de revenus et à l'allocation d'intégration, modifié par l'arrêté royal du 5 mars 1990, notamment les articles 1er, 10, 12, 13, modifié par l'arrêté royal du 16 septembre 1991, et 15;

Vu l'arrêté royal du 5 mars 1990 relatif à l'allocation pour l'aide aux personnes âgées, notamment les articles 1er, 27, modifié par l'arrêté royal du 16 septembre 1991, et 32;

Vu les avis du Conseil supérieur national des handicapés, émis les 18 septembre 1989 et 18 septembre 1991;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi du 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant qu'il convient d'apporter sans tarder les modifications requises à la réglementation relative aux allocations aux handicapés dans le souci, d'une part, de compléter les mesures prévues par la loi du 4 avril 1991 précitée, et d'autre part, d'exonérer les handicapés de certaines obligations, en utilisant les potentialités offertes par le réseau articulé autour de la Banque-Carrefour de la sécurité sociale;

Considérant que l'administration doit pouvoir disposer du délai nécessaire à la mise en place des mesures d'organisation adéquates;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Intégration sociale,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. L'article 1er, alinéa unique, de l'arrêté royal du 6 juillet 1987 relatif à l'allocation de remplacement de revenus et à l'allocation d'intégration est complété comme suit :

« — résidence principale : la résidence principale au sens de l'article 3, alinéa 1er, 5°, de la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques. »

Art. 2. A l'article 10 du même arrêté, sont apportées les modifications suivantes :

1° l'alinéa 1er, a), est remplacé par la disposition suivante :

« a) lorsque les conjoints ont des résidences principales distinctes; celles-ci sont constatées par les inscriptions aux registres de la population ou au moyen de la fiche d'identification visée à l'article 14bis, § 2; »

2° l'alinéa 2, a), est remplacé par la disposition suivante :

« a) lorsque les personnes qui étaient établies en ménage ont des résidences principales distinctes; celles-ci sont constatées par les inscriptions aux registres de la population ou au moyen de la fiche d'identification visée à l'article 14bis, § 2; »

Art. 3. Dans l'article 12, alinéa 1er, du même arrêté, les mots « est censée résider effectivement » sont remplacés par les mots « a sa résidence principale ».

Art. 4. L'article 13, alinéa 1er, du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 16 septembre 1991, est remplacé par la disposition suivante :

« Article 13. Le bourgmestre prend note de la demande d'allocation sur une formule conforme au modèle fixé par le Service des allocations aux handicapés; il y mentionne le numéro d'identification du Registre national des personnes physiques, ainsi que tous les renseignements relatifs à l'état civil, à la nationalité et à la résidence principale du demandeur et éventuellement du conjoint et de la personne avec laquelle il est établi en ménage, visée à l'article 4, alinéa 3. »

Art. 5. Un article 14bis, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté :

« Article 14bis. § 1er. Le Service des allocations aux handicapés est tenu de s'adresser au Registre national des personnes physiques pour obtenir les informations visées à l'article 3, alinéas 1er et 2, de la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques ou lorsqu'il vérifie l'exactitude de ces informations.

Le recours à une autre source n'est autorisé que dans la mesure où les informations nécessaires ne peuvent pas être obtenues auprès du Registre national.

§ 2. Les informations obtenues auprès du Registre national des personnes physiques et consignées sur une fiche d'identification versée au dossier font foi jusqu'à preuve du contraire.

Cette fiche peut être datée et signée pour certifier cette origine des informations et la date à laquelle elles font foi. Dans ce cas, le Ministre désigne les agents autorisés à procéder à cette certification.

Gelet op het koninklijk besluit van 6 juli 1987 betreffende de inkomensvervangende tegemoetkoming en de integratietegemoetkoming, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 5 maart 1990, inzonderheid op de artikelen 1, 10, 12, 13, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 16 september 1991, en 15;

Gelet op het koninklijk besluit van 5 maart 1990 betreffende de tegemoetkoming voor hulp aan bejaarden, inzonderheid op de artikelen 1, 27, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 16 september 1991, en 32;

Gelet op de adviezen van de Nationale Hoge Raad voor gehandicapten, uitgebracht op 18 september 1989 en 16 september 1991;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de nodige wijzigingen onverwijld dienen aangebracht te worden aan de reglementering betreffende de tegemoetkomingen aan gehandicapten teneinde, enerzijds de bij voormelde wet van 4 april 1991 voorziene maatregelen aan te vullen, en anderzijds de gehandicapten vrij te stellen van sommige verplichtingen, door de mogelijkheden te benutten die door het netwerk rond de Kruispuntbank van de sociale zekerheid worden geboden;

Overwegende dat de administratie over de nodige termijn dient te beschikken om de nodige organisatiemaatregelen uit te werken;

Op de voordracht van Onze Minister van Maatschappelijke Integratie,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Artikel 1, enig lid, van het koninklijk besluit van 6 juli 1987 betreffende de inkomensvervangende tegemoetkoming en de integratietegemoetkoming wordt aangevuld als volgt :

« — hoofverblijfplaats : de hoofverblijfplaats in de zin van artikel 3, eerste lid, 5°, van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen. »

Art. 2. In artikel 10 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het eerste lid, a), wordt vervangen door de volgende bepaling :

« a) wanneer de echtgenoten onderscheiden hoofverblijfplaatsen hebben; deze worden vastgesteld aan de hand van de inschrijvingen in de bevolkingsregisters of aan de hand van de identificatiefiche bedoeld in artikel 14bis, § 2; »

2° het tweede lid, a), wordt vervangen door de volgende bepaling;

« a) wanneer de personen die een huishouden vormden onderscheiden hoofverblijfplaatsen hebben; deze worden vastgesteld aan de hand van de inschrijvingen in de bevolkingsregisters of aan de hand van de identificatiefiche bedoeld in artikel 14bis, § 2; »

Art. 3. In artikel 12, eerste lid, van hetzelfde besluit, worden de woorden « verblijft de gehandicapte werkelijk » vervangen door de woorden « heeft de gehandicapte zijn hoofverblijfplaats ».

Art. 4. Artikel 13, eerste lid, van hetzelfde besluit, gewijzigd door het koninklijk besluit van 16 september 1991, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 13. De burgemeester noteert de aanvraag om tegemoetkoming op een formulier conform het door de Dienst voor tegemoetkomingen aan gehandicapten vastgestelde model; daarop vermeldt hij het identificatienummer van het Rijksregister van de natuurlijke personen, evenals alle inlichtingen met betrekking tot de burgerlijke staat, de nationaliteit en de hoofverblijfplaats van de aanvrager en eventueel van de echtgenoot en van de persoon met wie hij een huishouden vormt zoals bedoeld in artikel 4, derde lid. »

Art. 5. Een artikel 14bis, luidend als volgt, wordt in hetzelfde besluit ingevoegd :

« Artikel 14bis. § 1. De Dienst voor tegemoetkomingen aan gehandicapten is verplicht zich tot het Rijksregister van de natuurlijke personen te richten om de informatiegegevens bedoeld bij artikel 3, eerste en tweede lid, van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen te bekomen of wanneer hij de juistheid van deze informatiegegevens nagaat.

Het beroep doen op een andere bron is slechts toegestaan in de mate waarin de nodige informatiegegevens niet bij het Rijksregister kunnen bekomen worden.

§ 2. De informatiegegevens verkregen bij het Rijksregister van de natuurlijke personen en opgetekend op een identificatiefiche toegevoegd aan het dossier, hebben bewijskracht tot bewijs van het tegendeel.

Deze fiche mag gedateerd en ondertekend worden om de herkomst van deze gegevens en de datum van hun bewijskracht te waarmerken. In dit geval wijst de Minister de personeelsleden aan die gemachtigd zijn tot het aanbrengen van deze waarmerking.

Lorsque la preuve du contraire est acceptée par le Service des allocations aux handicapés, celui-ci communique le contenu de l'information ainsi acceptée, à titre de renseignement, au Registre national des personnes physiques en y joignant les documents justificatifs. »

Art. 6. Un article 14^{ter}, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté :

« Article 14^{ter}. L'envoi de pièces au handicapé et l'exécution de paiements au bénéficiaire se font à la résidence principale de ceux-ci.

Toutefois, il peut être dérogé à cette obligation sur demande écrite adressée au Service des allocations aux handicapés par le bénéficiaire ou par une des personnes visées à l'article 25, § 1^{er}, alinéa 2. »

Art. 7. L'article 15 du même arrêté est complété par l'alinéa suivant :

« Toutefois le déclarant est dispensé de mentionner toute modification aux informations visées à l'article 3, alinéa 1^{er}, de la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques, pour autant qu'il ait signalé cette modification à l'administration communale compétente ».

Art. 8. L'article 1^{er}, alinéa unique, de l'arrêté royal du 5 mars 1990 relatif à l'allocation pour l'aide aux personnes âgées est complété comme suit :

« — résidence principale : la résidence principale au sens de l'article 3, alinéa 1^{er}, 5^e, de la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques. »

Art. 9. Dans l'article 27, alinéa 1^{er}, du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 18 septembre 1991, les mots « le numéro d'identification du Registre national des personnes physiques, ainsi que » sont insérés entre les mots « mentionne » et « tous les renseignements ».

Art. 10. L'article 32 du même arrêté est complété par l'alinéa suivant :

« Toutefois le déclarant est dispensé de mentionner toute modification aux informations visées à l'article 3, alinéa 1^{er}, de la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques, pour autant qu'il ait signalé cette modification à l'administration communale compétente. »

Art. 11. Par dérogation à l'article 14^{ter}, alinéa 1^{er}, de l'arrêté royal du 6 juillet 1987 relatif à l'allocation de remplacement de revenus et à l'allocation d'intégration, inséré par le présent arrêté, si, à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, le Service des allocations aux handicapés fait usage d'une adresse autre que la résidence principale pour l'envoi d'un document ou le paiement des allocations, cette adresse peut valablement continuer à être utilisée par ledit Service.

Art. 12. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} jour du mois qui suit celui au cours duquel il aura été publié au *Moniteur belge*, à l'exception des articles 7 et 10 qui entrent en vigueur le 1^{er} jour du sixième mois qui suit celui de cette publication.

Art. 13. Notre Ministre de l'Intégration sociale est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 7 décembre 1992.

BAUDOIN

Par le Roi :

La Ministre de l'Intégration sociale,
Mme L. ONKELINX

Wanneer het bewijs van het tegendeel aanvaard wordt door de Dienst voor tegemoetkomingen aan gehandicapten, deelt deze de inhoud van het aldus aanvaarde informatiegegeven, ten titel van inlichting, mee aan het Rijksregister van de natuurlijke personen en voegt er de bewijsstukken bij. »

Art. 6. Een artikel 14^{ter}, luidend als volgt, wordt in hetzelfde besluit ingevoegd :

« Artikel 14^{ter}. Het toezenden van de stukken aan de gehandicapte en het uitvoeren van betalingen aan de gerechtigde gebeuren op hun hoofdverblijfplaats.

Van deze verplichting kan evenwel afgeweken worden op schriftelijk verzoek gericht aan de Dienst voor tegemoetkomingen aan gehandicapten door de gerechtigde of één van de personen bedoeld in artikel 25, § 1, tweede lid. »

Art. 7. Artikel 15 van hetzelfde besluit, wordt aangevuld met het volgende lid :

« De aangever is er evenwel van vrijgesteld elke wijziging aan de informatiegegevens bedoeld bij artikel 3, eerste lid, van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen, te vermelden, voor zover hij deze wijziging heeft medegedeeld aan de bevoegde gemeentelijke administratie. »

Art. 8. Artikel 1, enig lid, van het koninklijk besluit van 5 maart 1990 betreffende de tegemoetkoming voor hulp aan bejaarden wordt aangevuld als volgt :

« — hoofdverblijfplaats : de hoofdverblijfplaats in de zin van artikel 3, eerste lid, 5^e, van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen. »

Art. 9. In artikel 27, eerste lid, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 16 september 1991, worden tussen de woorden « vermeldt hij » en « alle inlichtingen » de woorden « het identificatienummer van het Rijksregister van de natuurlijke personen, evenals » ingevoegd.

Art. 10. Artikel 32 van hetzelfde besluit wordt aangevuld met het volgende lid :

« De aangever is er evenwel van vrijgesteld elke wijziging aan de informatiegegevens bedoeld bij artikel 3, eerste lid, van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen, te vermelden, voor zover hij deze wijziging heeft medegedeeld aan de bevoegde gemeentelijke administratie. »

Art. 11. In afwijking van artikel 14^{ter}, eerste lid, van het koninklijk besluit van 6 juli 1987 betreffende de inkomensvervangende tegemoetkoming en de integratietegemoetkoming, ingevoegd bij dit besluit, indien op datum van inwerkingtreding van dit besluit, de Dienst voor tegemoetkomingen aan gehandicapten een ander adres dan de hoofdverblijfplaats gebruikt voor het verzenden van een document of het betalen van de tegemoetkomingen, kan dit adres door voormelde Dienst geldig verder gebruikt worden.

Art. 12. Dit besluit treedt in werking de eerste dag van de maand volgend op die gedurende welke het in het *Belgisch Staatsblad* is bekendgemaakt, met uitzondering van de artikelen 7 en 10 die in werking treden de eerste dag van de zesde maand volgend op die van deze bekendmaking.

Art. 13. Onze Minister van Maatschappelijke Integratie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 7 december 1992.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Maatschappelijke Integratie,
Mevr. L. ONKELINX

F. 93 — 106

[C — 22464]

10 DECEMBRE 1992. — Arrêté royal réglant l'utilisation des informations du Registre national des personnes physiques par le Fonds des maladies professionnelles

BAUDOIN, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu les lois sur la réparation des dommages résultant des maladies professionnelles, coordonnées le 3 juin 1970, notamment l'article 52, alinéa 1^{er};

N. 93 — 106

[C — 22464]

10 DECEMBER 1992. — Koninklijk besluit tot regeling van het gebruik van de informatiegegevens van het Rijksregister van de natuurlijke personen door het Fonds voor de beroepsziekten

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groot.

Gelet op de wetten betreffende de schadeloosstelling voor beroepsziekten, gecoördineerd op 3 juni 1970, inzonderheid op artikel 52, eerste lid;